

MOUVEMENTS SOCIAUX A L'HOPITAL

LES CLIGNOTANTS SONT AU ROUGE

Les infirmières anesthésistes ont réveillé cette semaine, et de manière spectaculaire, l'agitation sociale à l'hôpital. Leur mouvement pourrait-il faire tâche d'huile dans une institution que d'aucuns disent « abasourdie » par la loi HPST ? À l'approche du vote des budgets annuels, le feu couve en tout cas dans les établissements.

DÉBUT D'INCENDIE ou feu de paille ? L'avenir dira si l'exaspération des infirmières anesthésistes (IADE) aura été l'un ou l'autre pour l'hôpital public. Étincelle il y a eu, en tout cas. Et, paradoxe – ou bien évidence, au choix – : ce sont bel et bien des professionnels du sommeil artificiel qui ont sorti l'institution de sa léthargie sociale, et ce pour... quelques points indiciaires.

Chez les IADE, le feu couvait depuis le début de l'année – février très précisément, et la signature au ministère de la Santé d'un protocole d'accord dit « infirmier » dont les termes (voir encadré) ne convenaient pas aux 7 500 infirmières spécialisées en anesthésie exerçant en France (à l'hôpital public, principalement, mais aussi en cliniques privées, dans le secteur à but non lucratif, dans les hôpitaux militaires...). Pour refuser ce texte, les manifestations se sont enchaînées (il y a eu le 11 mars, le 30 mars, le 5 mai), l'incompréhension avec le ministère de la Santé est chaque fois montée d'un cran. Jusqu'à mardi dernier où, réunis en cortège à Paris dans le cadre d'une grève reconductible entamée le 10 mai, les infirmiers anesthésistes ont atteint un tel niveau d'exaspération qu'ils ont spontanément occupé les voies de la gare Montparnasse et bloqué le trafic des TGV plusieurs heures durant. Ce qui leur a valu les honneurs du JT, des radios, de la presse nationale. Avant ce spectaculaire chambardement, les organisateurs du cortège (le SNIA – Syndicat national des infirmiers anesthésistes –, la CGT et SUD) espéraient être reçus au ministère de la Santé ; on leur a dit « non ». « On nous a dit : " Vous ne serez pas reçus parce qu'on a peur des débordements " », rapporte, précisément Marie-Ange Saget, la présidente du SNIA. En fait de « débordements », les pouvoirs publics ont été servis qui n'ont finalement pu, en fin de journée, que rencontrer les IADE en colère et leur faire un certain nombre de promesses (grade de master, réouverture de réunions de travail).

Dans l'intervalle, l'effet – doublé de la grève très suivie dans les hôpitaux, et qui paralyse en partie les blocs opératoires – a été spectaculaire. « Je suis très impressionnée, commente le Dr Nicole Smolski, présidente du SNPHAR (Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs). Il s'agit d'une mobilisation très forte qui se poursuit et qui monte dans le temps. Je n'ai jamais vu un mouvement aussi puissant dans les hôpitaux. Ces gens, que nous soutenons, ont le sentiment d'être méprisés. En fait de revalorisation, on leur propose en gros l'équivalent d'une séance chez le coiffeur par mois et on leur supprime, via la retraite, la reconnaissance de la pénibilité de leur travail ! » Le mouvement pourrait-il faire tâche d'huile ? « L'hôpital est un peu abasourdi par la loi Bachelot. Si on nous autorise à relever la tête, ça va être violent ! », pronostique le Dr Smolski. Présidente de l'INPH (Intersyndicat national des praticiens hospitaliers), Rachel Bocher reconnaît pour sa part avoir reçu « pas mal d'appel » après le coup d'éclat des IADE : « On me dit "Ils ont du cran, est-ce qu'on aurait osé faire ça ?". L'absence de dialogue social met les gens à bout. Il ne faut pas grand-chose pour que, par exemple, la psychiatrie démarre. »

DELPHINE CHARDON ET KARINE PIGANEAU

Le Quotidien du Médecin du : 21/05/2010